

Les Canadiens d'autres régions sont heureux de l'accord sur le libre-échange auquel les partis de l'opposition tentent désespérément de faire obstruction. Fait étrange, ces derniers, en dépit de leur sainte indignation, ne veulent pas lâcher l'un des premiers exemples de libre-échange, le Pacte de l'automobile. Depuis plus de vingt ans, cet accord apporte à une région donnée de l'Ontario de l'argent et des emplois. L'endroit dont je parle n'est nul autre que la circonscription du chef du NPD (M. Broadbent). La vision étroite des choses de ce dernier laisse les Canadiens de l'Ouest perplexes. S'oppose-t-il à ce que d'autres provinces ou villes prospèrent? Il est grand temps qu'il retire ses oeillères et qu'il reconnaisse que l'accord sur le libre-échange sera aussi bénéfique pour l'ensemble du Canada que le Pacte de l'automobile l'a été pour Oshawa.

* * *

● (1420)

LES PARTIS POLITIQUES

LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION DES CANDIDATS À LA DIRECTION DU PARTI CONSERVATEUR EN 1983

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, pour révéler les dessous de l'accord commercial que le gouvernement conservateur a conclu avec les États-Unis, je voudrais citer des extraits d'une lettre de M. Dan Wirl au *Star-Phoenix* de Saskatoon:

Juste avant la course au leadership des conservateurs en 1983, on avait posé aux candidats la question suivante: «Que pensez-vous d'une association économique avec les États-Unis?»

Autrement dit, du libre-échange.

Des voix: Non!

M. Hopkins: Voici la suite:

Brian Mulroney avait répondu: «Les Canadiens ont rejeté le libre-échange avec les États-Unis en 1911, ils le rejeteront encore en 1983. Le Canada doit augmenter sa part des échanges mondiaux...»

Michael Wilson avait dit: «Le commerce bilatéral est une notion simpliste et naïve qui ne servirait qu'à réduire notre compétitivité internationale.»

John Gamble: «Les Américains nous dévoreraient vifs.»

Joe Clark: «Un commerce incontrôlé avec les États-Unis risquerait de nous faire perdre des milliers d'emplois dans des industries aussi essentielles que les textiles, les meubles et la chaussure.»

David Combie: «C'est absurde.»

Qu'est-ce qui a pu amener le premier ministre (M. Mulroney) et ses collègues à changer d'avis? Serait-ce le président Reagan, qui a constaté qu'il pouvait persuader le gouvernement d'adopter ses plans et de permettre ainsi le contrôle ou la destruction des industries canadiennes? Voilà un autre exemple du fait que le gouvernement ne sait pas où il va du jour au lendemain et que le premier ministre dit une chose et en fait une autre.

Article 21 du Règlement

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE

L'IMPACT SUR L'INDUSTRIE MINIÈRE

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, après la signature de l'accord de principe sur le libre-échange, je disais à la population de l'Abitibi-Témiscamingue et aux médias que cet Accord était très bon pour l'industrie minière de chez nous.

Aujourd'hui, l'Association minière du Canada appuie le libre-échange. Le Canada est le plus important exportateur mondial de minéraux et l'industrie minière et ses employés doivent compter sur un système commercial mondial qui fonctionne. Sans un accès sûr à notre marché le plus important, cette industrie ne peut pas survivre ni prospérer.

Au cours des années récentes, nos exportations de métaux et de minéraux ont été de plus en plus affectées par des mesures protectionnistes suscitées par des intérêts miniers américains. Sans entente de libre-échange, ce harcèlement ne pourrait que s'accroître.

L'Accord protégera les emplois déjà existants dans l'industrie. De plus, un accès plus sûr au marché américain pourrait stimuler l'investissement dans de nouvelles mines au Canada et en Abitibi-Témiscamingue. En fin de compte, il y aura plus d'emplois et des emplois plus sûrs dans l'industrie minière.

Monsieur le Président, je remercie l'Association minière du Canada qui encourage tous les employés de compagnies minières à considérer avec attention l'Accord de libre-échange.

* * *

L'EMPLOI

ON DEMANDE DE MEILLEURS PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, il y a des milliers d'organismes à but non lucratif au Canada et au Québec qui s'inquiètent de l'inaction de ce gouvernement conservateur au niveau des programmes de développement de l'emploi.

Tout le monde sait, monsieur le Président, qu'au début de septembre, les gouvernements annoncent aux organismes à but non lucratif de soumettre des projets pour que ceux-ci puissent créer de l'emploi et améliorer l'efficacité des organismes. Au moment où on se parle, monsieur le Président, le gouvernement est déjà en retard d'annoncer cela. Il n'y a plus d'argent dans les coffres du gouvernement et si on regarde au niveau du vérificateur général, il y a des scandales, des milliards, des millions de dollars au niveau de la défense, au niveau de différents ministères... alors que le gouvernement devrait prendre cet argent et le mettre dans des programmes de développement de l'emploi qui aideraient tous les organismes de toutes les circonscriptions à travers le Canada et dans chacune des circonscriptions.